

**QUI CROIT
ENCORE
QUE LES
DÉMUNIS
ONT LA
BELLE VIE?**

**LIBERTÉ
ÉGALITÉ
— SANS —
PRÉJUGÉS**

RÉVOLUTION FRATERNELLE

secours-catholique.org



**LIBERTÉ
ÉGALITÉ
— SANS —
PRÉJUGÉS**
RÉVOLUTION FRATERNELLE



**CHÔMEURS = FAINÉANTS.
PAUVRES = PROFITEURS DU SYSTÈME.
MIGRANTS = ENVAHISSEURS.**

**QUAND UNE SOCIÉTÉ NE VA PAS BIEN, ELLE
CHERCHE DES BOUCS ÉMISSAIRES. DES
RESPONSABLES À SES MAUX. LES DISCOURS
ACTUELS ATTISENT LA DÉFIANCE ET LA PEUR DE
L'AUTRE SUR FOND DE CRISE ÉCONOMIQUE ET
D'INSÉCURITÉ. A QUELQUES MOIS DES ÉLECTIONS,
LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE PREND
LA PAROLE ET APPELLE À UNE RÉVOLUTION
FRATERNELLE ! A TRAVERS CETTE EXPOSITION QUI
DÉNONCE LES PRÉJUGÉS ET LES PROPOS
MENSONGERS, IL EST URGENT DE RÉAFFIRMER LES
VALEURS DE SOLIDARITÉ ET D'HOSPITALITÉ QUI
SONT LES NÔTRES. DE MOBILISER NOS FORCES
POUR REDIRE NOTRE ENVIE DE VIVRE ENSEMBLE.
PARCE QUE, QUAND ON NE VA PAS BIEN, ON A PLUS
QUE JAMAIS BESOIN DES AUTRES...**

OUI,

LES BÉNÉFICIAIRES DOIVENT POUVOIR ACCÉDER À LEURS DROITS

“ POUR JUSTIFIER LE FAIT D’ÊTRE AU RSA,
IL FAUT FOURNIR DES TAS DE PAPIERS.
C’EST UNE SITUATION QU’ON A DU MAL
À VIVRE, ON EST CONSIDÉRÉ COMME
LES PROFITEURS DE LA SOCIÉTÉ... ”

MÈRE CÉLIBATAIRE, UN ENFANT,
ALLOCATAIRE DU RSA.

AUJOURD’HUI 80% DES FRANÇAIS CROIENT QU’IL Y A TROP D’ASSISTANAT.

Des idées reçues qui trident les discours politiques et les médias ; infusent dans la tête des gens et se répandent dans l’opinion publique. Chômeurs indemnisés, bénéficiaires du RSA ou de la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) sont soupçonnés pêle-mêle de profiter du système, de ne pas chercher de travail et même de frauder.

Or, **35 % en moyenne des personnes éligibles au RSA ne le touchent pas** : soit par méconnaissance de leurs droits, soit par la complexité des démarches ou tout simplement par découragement. Près de 30% n’ont pas recours à la CMU-C et **68%** au tarif de première nécessité d’EDF.

En France, la fraude et l’évasion fiscale coûtent chaque année entre **60 et 80 milliards d’euros** à l’Etat, soit l’équivalent du budget de l’Education nationale. **La fraude au RSA, elle, est estimée à 100 millions d’euros¹** pour 2,5 millions d’allocataires soit en moyenne 40€ par an et par bénéficiaire : **c’est environ 100 fois moins que la fraude fiscale !**

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE

- changer le regard : la majorité des allocataires des minima sociaux ne demande qu’à travailler et ne profite pas du système.
- simplifier les démarches et les pièces justificatives demandées pour l’accès aux minima sociaux afin que tous les bénéficiaires puissent accéder à leurs droits.
- placer l’accompagnement des personnes en précarité au cœur des politiques publiques.

1 Chiffre de 2012.

OUI, LES CHOMEURS CHERCHENT UN EMPLOI

« J'AI ENVIE DE TRAVAILLER,
J'AI ENVIE DE ME SENTIR UTILE
ET DE ME LEVER TÔT COMME
TOUT LE MONDE. C'EST PAS
UNE VIE... »

FEMME HÉBERGÉE,
ALLOCATAIRE DU RSA

58 % des Français pensent que les chômeurs « pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ».

En France, 5,8 millions de personnes sont au chômage ou en situation de sous-emploi. Un tiers des chômeurs ne reçoit aucune indemnité et la moitié ne reçoit pas plus de 500 euros par mois.

Horaires atypiques, absence de voiture, démarches administratives plus nombreuses et plus complexes : les personnes en précarité doivent être beaucoup plus mobiles que les autres. Chercher un travail demande motivation, persévérance et une plus grande lucidité face au marché de l'emploi. Il leur faut déployer beaucoup d'énergie au risque de l'épuisement et pour un gain financier parfois dérisoire.

Ce qui freine la reprise d'emploi n'est pas le manque de volonté des personnes, mais bien le manque de moyens de transports, de formations adaptées, de modes de garde accessibles, etc.

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE

- changer le langage : non, les allocataires des minimas sociaux et les personnes sans emploi ne sont pas des « assistés ». L'immense majorité ne demande qu'à travailler.
- soutenir et accompagner l'accès à l'emploi à travers la mise en place d'expérimentations comme les « territoires zéro chômeurs de longue durée ».
- permettre l'accès à la formation des plus précaires.
- faciliter l'accès aux modes de garde afin de diminuer les freins à l'emploi.
- faciliter l'accès au permis de conduire et poursuivre le développement des réseaux d'acteurs de la mobilité solidaire.

**OUI,
LES PAUVRES
PAIENT
DES IMPÔTS**

**« TOUS LES CITOYENS
NE DEVRAIENT-ILS PAS PAYER
DES IMPÔTS SUR LEURS REVENUS ?
FUSSENT-ILS SYMBOLIQUES ? »**

On entend régulièrement dans les médias et chez les politiques que le financement de notre système social n'est supporté que par les classes moyennes et aisées.

Contrairement à ce que les Français pensent, les personnes défavorisées paient aussi des impôts. Ainsi, la TVA - dont on s'acquitte tous quand on fait ses courses ou quand on fait réparer sa voiture ! - représente en moyenne **1 300 euros, soit 11,5 % du niveau de vie des plus pauvres, contre 3 600 euros, c'est-à-dire 5,9 % de celui des plus riches. Une taxe dite « régressive » en ce sens que les pauvres la paient plus que les riches en proportion de leurs revenus.**

De plus, si la part des ménages s'acquittant de l'impôt sur le revenu a reculé (45,5 % en 2015), les pauvres participent au financement de notre protection sociale à travers la Contribution Sociale Généralisée (CSG) et la Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), deux taxes prélevées sur les revenus d'activité et de remplacement (indemnités de chômage, pensions de retraite, etc.).

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE

- rééquilibrer la balance entre les impôts directs et indirects et privilégier les impôts progressifs dont les taux d'imposition varient en fonction du niveau de revenus.
- baisser le taux réduit de TVA à 5,5 % et élargir le panier de biens éligibles à ce taux afin d'y intégrer des produits devenus de première nécessité : abonnements groupés téléphonie et web de base, etc.
- lutter plus efficacement contre l'évasion et la fraude fiscale.

OUI, LES FRANÇAIS SONT GÉNÉREUX !

**CONSUMÉRISME,
ÉGOÏSME, INDIVIDUALISME :
NOTRE SOCIÉTÉ SEMBLE VALORISER
LE CHACUN POUR SOI.
OR, CONTRE TOUT ATTENTE,
LES FRANÇAIS SONT GÉNÉREUX !**

1 FRANÇAIS SUR 4 EST BÉNÉVOLE DANS UNE ASSOCIATION.

Entre 2010 et 2016, le bénévolat associatif est passé de 22,6 % à 25 %, **soit près de 13 millions de personnes**. Si on constate un léger recul des seniors investis dans les associations, les générations de moins de 50 ans, elles, sont en croissance : plus 5 points pour les moins de 35 ans et plus 8 points pour les 35/50 ans !

58% des Français déclarent soutenir financièrement les associations et fondations.

Malgré un climat politique dégradé et des difficultés économiques importantes pour nombre d'entre eux, les Français, en 2015, ont donné 4% de plus qu'en 2014 soit près de 4,6 milliards d'euros. Bref : la générosité est une valeur en hausse !

Entraide entre voisins ou dans la famille, épiceries solidaires, réseau d'échanges et de coopération (accorderies), AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Payanne), ressourceries, colocations solidaires, logements intergénérationnels, lieux d'accueil et d'écoute, garages solidaires : les initiatives pour créer une société où il fait bon vivre pour chacun sont nombreuses.

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE :

- valoriser et faire connaître l'engagement citoyen.
- faire reconnaître le bénévolat dans lequel sont engagées beaucoup de personnes en recherche d'emploi et allocataires des minimas sociaux. Le bénévolat permet de créer du lien social, de prendre conscience de sa valeur et d'acquérir de nouvelles compétences.
- poursuivre le déploiement du dispositif de lutte contre l'isolement des personnes âgées porté par Monalisa qui s'appuie en particulier sur le bénévolat.
- améliorer le fonctionnement des conseils citoyens, afin de construire et de garantir le pouvoir d'agir des personnes les plus éloignées du débat public et des lieux de décision.

OUI, LES MULTINATIONALES DOIVENT PAYER LEURS IMPÔTS

En France, les charges pesant sur les entreprises ont mauvaise presse : elles sont considérées comme un frein à l'activité économique et non comme une contribution au vivre ensemble. Or, notre niveau d'imposition découle d'un choix de société où de nombreux services – protection sociale, éducation, infrastructures de communication et de transport, etc. – sont mutualisés. Un modèle qui permet à tous d'en bénéficier.

L'impôt n'est pas une charge trop lourde pour les grandes entreprises : sur les 15 dernières années, la participation des ménages et des entreprises dans les prélèvements obligatoires a été quasi identique. Depuis 2013, celle des entreprises a même fortement diminué alors que celle des ménages, elle, a fortement augmenté.

L'évasion fiscale coûte chaque année entre **40 et 60 milliards d'euros** à l'Etat, soit l'équivalent du budget de l'Education nationale.

Si l'optimisation fiscale est légale, elle n'est ni légitime, ni morale.

Enregistrer ses bénéfices dans un pays à fiscalité faible ou nulle alors que l'activité économique les générant a lieu dans un autre est possible parce que les lois sont insuffisantes ou trop différentes entre les territoires.

Aujourd'hui, les grands groupes font peser la charge des dépenses publiques sur les acteurs qui ne peuvent pas s'internationaliser c'est-à-dire les PME et les ménages non aisés. **Ainsi, en France en 2011, le taux effectif d'impôt sur les sociétés des entreprises du CAC 40 était en moyenne de 8% contre 20 à 25 % pour les PME !**

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE :

- obliger toutes les grandes entreprises multinationales françaises à rendre publiques des informations relatives à leur activité et aux impôts qu'elles payent dans chacun des pays où elles sont implantées, sans exception.
- soutenir activement une harmonisation des assiettes fiscales en Europe.
- renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales en France.
- garantir des impôts progressifs et justes.

OUI,

LES MIGRANTS SONT UNE RICHESSE POUR NOTRE PAYS

« AUCUN ÉCONOMISTE N'A JAMAIS RÉUSSI À DÉMONTRER UN LIEN ÉVIDENT ENTRE IMMIGRATION ET CHÔMAGE. ET QUAND IL Y A UN LIEN, IL EST POSITIF POUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI... »

THIBAUT GAJDOS, CHERCHEUR AU CNRS.

Décrite comme « massives », les migrations ne le sont pas tant que ça : aujourd'hui, sur une population mondiale totale de **7,2 milliards d'individus**, **244 millions de personnes ont quitté leur pays, soit seulement 3,3 % de la population...**

LA PRÉSENCE DE MIGRANTS A UN IMPACT POSITIF :

- d'abord, les travailleurs migrants envoient chaque année 441 milliards de dollars à leur famille restée au pays. Ces fonds représentent 2,5 fois l'ensemble des aides au développement que le Nord verse au Sud et permettent de nourrir, d'éduquer et de soigner un milliard de personnes.
- les travaux de recherche démontrent que la concurrence des travailleurs migrants est un facteur d'accélération de la promotion sociale des natifs qui sont poussés vers des emplois plus qualifiés et mieux payés.
- enfin, des pans entiers de notre économie - services à domicile et emplois familiaux, entreprises de nettoyage industriels, chantiers du BTP et de voiries - reposent sur les migrants. Le fruit de leurs cotisations contribue au financement de notre protection sociale ; leurs impôts sur le revenu et la TVA dont ils s'acquittent en consommant constituent des sources importantes de financement de nos politiques publiques.

L'immigration est donc considérée comme un facteur positif pour la croissance économique et les finances publiques, indépendamment de la situation démographique.

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE :

- la remise à plat de toute la politique de la France et de l'Union européenne en matière d'accueil des migrants
- la revalorisation de l'Allocation pour demandeur d'asile (ADA) qui ne permet pas de vivre dignement en France
- l'application de la loi et la suppression des délais d'attente pour obtenir l'enregistrement de la demande d'asile
- le rétablissement d'un droit à la formation et au travail des demandeurs d'asile dès l'enregistrement de leur demande
- l'accès rapide et facilité à un titre de séjour stable et pérenne.

OUI,

UNE PROTECTION SOCIALE EST UN BON INVESTISSEMENT

“ LA SOLIDARITÉ EXISTE, MAIS SOUS FORME DE REDISTRIBUTION DE MIETTES, SANS QUE NOUS NE NOUS SENTIONS JAMAIS VRAIMENT INVITÉS AU REPAS... ”

PAROLES D'UN GROUPE DU SECOURS CATHOLIQUE DE CRÉTEIL.

Plus de 2,7 millions d'enfants vivent actuellement en situation de pauvreté en France, soit un sur cinq. Le risque de transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre s'accroît : grandir dans un ménage pauvre renforce la probabilité d'être pauvre !

Si la France obtient de bons résultats en matière de lutte contre la pauvreté monétaire, les personnes les plus en difficultés restent insuffisamment accompagnées : elles sont quasiment exclues du système de la formation professionnelle et les niveaux des minima sociaux ne leur permettent pas de vivre dignement. Force est de constater que malgré toutes les initiatives prises ces dernières années en matière de lutte contre l'exclusion, la précarité ne faiblit pas et que le système de protection sociale ne répond plus suffisamment aux besoins des plus pauvres.

Or, les dépenses sociales ne sont pas d'abord un coût pour la société mais un investissement pour l'avenir, qui privilégie la prévention et diminue le risque de tomber en situation de pauvreté. L'enjeu est d'orienter ces investissements pour éviter la reproduction des inégalités.

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE :

- investir dans la simplification des minima sociaux : simplifier les démarches et les pièces justificatives demandées pour l'accès aux minima sociaux afin d'éviter le phénomène de non-recours aux droits et mettre en place d'une allocation unifiée, sorte de couverture commune, qui réunisse les différents minima sociaux.
- Investir dans la formation : remettre à plat la formation professionnelle afin qu'elle bénéficie d'abord aux personnes éloignées de l'emploi.
- Investir dans l'enfance et la petite enfance, afin de limiter la reproduction des inégalités : augmenter les possibilités de garde des enfants et assurer l'accès à l'éducation à tous, notamment pour les enfants vivant dans les bidonvilles.
- Investir dans la co-construction d'un nouveau modèle de protection sociale plus juste pour tous : repenser la protection sociale.

OUI, LES PETITS PRODUCTEURS PEUVENT NOURRIR LE MONDE

Malgré une production alimentaire suffisante, **795 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde.**

Contrairement aux idées reçues, les petits producteurs jouent un rôle crucial : **l'agriculture familiale fournit en effet plus de 70 % de l'alimentation mondiale.**

Aujourd'hui, il est possible de produire une alimentation saine, locale et de qualité tout en luttant contre les changements climatiques. Si les secteurs agricole et forestier contribuent de façon importante aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, il existe des modèles qui favorisent la sécurité alimentaire tout en renforçant la résilience des producteurs aux impacts climatiques et en développant des pratiques sobres en carbone.

Preuve en est : **l'agroécologie paysanne** contribue à la diversification des productions agricoles, augmente le rendement ainsi que la qualité de l'alimentation produite, et permet ainsi de nourrir les producteurs et de leur conférer un revenu.

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE :

- la reconnaissance d'un droit à l'alimentation.
- le développement de l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources ainsi qu'un accès digne à l'alimentation
- soutenir la participation des organisations paysannes dans la conception et la gouvernance des politiques agricoles, foncières, commerciales...

OUI,

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES PAR LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

« LES QUESTIONS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DES NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION SONT INTIMEMENT LIÉES AU SENS DE CE QUE NOUS VOULONS VIVRE ENSEMBLE. IL Y A URGENCE À ASSOCIER CEUX ET CELLES QUI ONT L'EXPÉRIENCE DE LA PRÉCARITÉ EN AMONT À LA RÉFLEXION. »

LES ANNÉES 2015 ET 2016 ONT ÉTÉ LES PLUS CHAUDES DE L'HISTOIRE MODERNE.

Le changement climatique impacte directement les modes et les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Les sécheresses en Afrique subsaharienne augmentent **l'insécurité alimentaire qui touche déjà plus d'une personne sur dix à l'échelle mondiale. D'ici 2050, 200 millions de personnes** supplémentaires pourraient devenir des déplacés environnementaux d'après l'ONU.

Selon le GIEC, **les rendements agricoles mondiaux vont diminuer de 2 % par décennie au cours du XXI^{ème} siècle** alors même que la demande devrait augmenter de **14 %** par décennie jusqu'en 2050.

LE SECOURS CATHOLIQUE SOUHAITE :

- que la France sorte des énergies fossiles d'ici à 2050, ainsi que de la production et de la consommation de charbon dès 2020. Elle doit également réorienter la finance vers la transition énergétique pour atteindre un cap de 100% d'énergies renouvelables d'ici à 2050.
- que les pays historiquement responsables des changements climatiques augmentent leur soutien aux pays en développement pour qu'ils empruntent des chemins de développement sobres en carbone.
- la mise en place de politiques énergétiques cohérentes dans les pays industrialisés, comme par exemple la rénovation thermique des bâtiments. **En France 1 personne sur 5 souffre de la précarité énergétique...**

PÔLE ACTION ET PLAIDOYER

secours-catholique.org

 caritasfrance
 Secours Catholique-Caritas France

